

FORUM >>> Jean-Robert Henry, directeur de recherches au CNRS (Iremam)

La Méditerranée de Nicolas Sarkozy

Au fil des interventions du président de la République se dessine une nouvelle politique méditerranéenne de la France, dont le projet d'Union de la Méditerranée, lancé dès la campagne électorale, est présenté comme une pièce maîtresse.

Mais jusqu'ici, l'initiative n'a pas vraiment fait recette. Les voyages présidentiels au Maghreb en juillet ont été décevants: le Maroc a décliné la perspective d'être visité en coup de vent, le président Bouteflika n'a guère réagi aux propositions françaises, et seul le président tunisien s'y est dit favorable. Quant au soutien de la Libye, il est ambigu. Du côté européen, l'Italie et l'Espagne ont manifesté pour le projet un certain intérêt, mais la réunion de travail qui a eu lieu en juillet entre dix pays «concernés» a suscité la réticence d'autres partenaires européens, comme l'Allemagne, qui n'y étaient pas conviés.

Dans son discours du 27 août devant les ambassadeurs de France, Nicolas Sarkozy avait nuancé son hostilité à l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne, sous la réserve que soit menée une réflexion sur les limites de l'Europe. Cette inflexion modeste ne cache pas le virage atlantiste pris par la politique française en dépit des mises en garde du rapport Védrine. La question nucléaire en témoigne: alors que la France a longtemps prôné une dénucléarisation globale du Moyen-Orient, Nicolas Sarkozy, relayé par Bernard Kouchner, concentre ses attaques sur la menace atomique iranienne, sans considérer que ce pays est lui-même environné de puissances nucléaires (Russie, Pakistan, Israël et bien sûr États-Unis en Irak). En guise de compensation, il offre d'aider les «pays musulmans» à accéder à l'électricité nucléaire pour relever le «défi» de la «confrontation entre l'Islam et l'Occident».

La référence récurrente du président à cette confrontation est un autre changement de la «voix de la France», qui éclaire à sa façon



MARTIN SPECHT/FRANCIS / EPSONUS

Istanbul. Il est paradoxal d'affirmer le caractère méditerranéen de certains États du Nord en déniaut à la Turquie son ancrage à l'Europe.

des «envahisseurs» clandestins, sans percevoir combien la fluidité de l'espace humain méditerranéen conditionne la paix de la région.

Il est indécent de pleurer le sort des victimes de «l'envie d'Europe», quand leur mort résulte d'un verrouillage des frontières qui se dénature aujourd'hui en chasse aux clandestins. Ce dossier noir des rap-

ports euroméditerranéens menace le projet européen lui-même. Faut-il se demander sur les ressorts et la légitimité de la mobilité humaine dans une planète mondialisée, il risque d'y perdre la vision humaniste du monde qu'il avait eu tant de peine à refonder après deux guerres mondiales. Seule une utopie ambitieuse fixant un cap à des politiques du possible peut faire progressivement de la Méditerranée un espace humain de paix, sur le modèle européen.

Quelle serait la compatibilité institutionnelle de cette Union avec les configurations euroméditerranéennes existantes et surtout avec l'Union européenne, dont le président admet maintenant qu'elle doit être un acteur du projet? Comment gérer l'intersection entre les deux Unions et le partage des compétences, sans faire de la nouvelle Union un trompe-l'œil ou un appendice de la première?

La mobilisation des critères d'appartenance à l'Europe et à la Méditerranée reste très confuse. Il est paradoxal d'affirmer le caractère à la fois européen et méditerranéen de certains États du Nord, tout en déniaut à la Turquie son ancrage territorial et historique à l'Europe. Derrière les arguments géographiques perce à nouveau le critère «civilisationnel».

La dimension humaine était présente, par la négative, dans le projet initial d'Union de la Méditerranée, puisque le premier objectif consistait à contrôler les flux

Seule une utopie ambitieuse fixant un cap à des politiques du possible peut faire progressivement de la Méditerranée un espace humain de paix, sur le modèle européen.

migratoires. Elle est maintenant estompée, au profit du «dialogue des cultures». Il est clair que le retour à la circulation des personnes

ne fait pas partie, excepté pour des privilégiés, des «solidarités concrètes» à développer en priorité pour bâtir «un avenir partagé de prospérité et de sécurité». On retombe dans l'ornière du partenariat euroméditerranéen qui voulait abaisser les frontières économiques en Méditerranée tout en confortant les frontières humaines, ce qui a des effets particulièrement absurdes dans l'espace franco-maghrébin.

Le principal mérite de l'initiative sarkozyenne est de rappeler que, pour l'Europe comme pour la France, «l'avenir se joue en Méditerranée». Encore faut-il ne pas jouer sur les mots là où le gouvernement des hommes appelle une vision à long terme. Depuis 1985, les Européens, engoncés dans leur illusion de bien-être à l'abri de frontières imaginées, se sont piégés dans des fantasmes de peur de l'islam et de refoulement

aux riverains? Il concerne toute l'Europe, comme l'a rappelé le ministre espagnol des affaires étrangères qui préfère parler, comme Dominique Strauss-Kahn, d'Union euroméditerranéenne. Dans le même sens, une étape significative serait déjà de transformer le Conseil de l'Europe en Conseil de l'Europe et de la Méditerranée.